

# Madelin refuse d'opposer qualité et productivité

Pour Alain Madelin, il faut arrêter « de faire peur avec le progrès, les techniques modernes sont aussi un moyen d'améliorer la qualité ».

(Photo Sylvie Ruau.)



Même les poules sont libérales ! En arpentant les travées du Salon de l'agriculture, hier matin, Alain Madelin a savouré ce slogan ornant le stand Label rouge : « Plus de liberté pour les œufs de qualité. » Comme tous les candidats à l'Elysée, l'élu de Redon a sacrifié à la figure imposée de cette campagne présidentielle. Mais le candidat libéral s'est efforcé de se montrer plus original que les autres. Accompagné de l'ancien ministre de l'Agriculture Jean Puech, et de Charles Millon, le patron de DL est arrivé à 7 heures du matin, bien avant l'ouverture des portes du Salon. Pour prendre le temps de discuter tranquillement avec les éleveurs avant l'arrivée de la foule. Ceux-ci ont apprécié.

Dans les travées, Madelin a joué à l'anti-José Bové ou à l'anti-Mamère. Les OGM ? « Pour nos pays, ça n'est pas un problème, on n'en a pas besoin, ou en tout cas il suffit de laisser le consommateur choisir, tranche-t-il. Mais à l'égard des pays du tiers-monde, c'est criminel de vouloir les interdire, car ils permettent de lutter

contre des maladies, d'améliorer les rendements et même de protéger l'environnement en limitant le recours aux pesticides. »

Répondant aux questions de la Confédération paysanne du même José Bové, Alain Madelin a par ailleurs présenté ses propres propositions pour concilier recherche d'une « forte productivité » et souci de la « qualité des produits ». « Arrêtons de faire peur avec le progrès, les techniques modernes sont aussi un moyen d'améliorer la qualité. » Pour aider l'agriculteur qui est aussi un « entrepreneur », il réclame une franchise d'impôt pour la transmission des exploitations ou la défiscalisation de l'investissement agricole « afin d'attirer les capitaux dans l'agriculture ». En bon libéral, il se montre favorable au « désarmement des subventions à l'exportation », mais à condition que ce désarmement ne soit pas « unilatéral ». En clair, que les Etats-Unis ne continuent pas de subventionner à outrance leurs propres productions.

G. T.